

# LA SUISSE DÉMOCRATIE « MODÈLE »

par LÉON NICOLE

Député au Grand Conseil de Genève

La démocratie suisse, « la plus vieille du monde », — ainsi que le rappellent sans cesse ses admirateurs — a toujours eu, depuis plus d'un demi-siècle, horreur de la nouveauté. Ses dirigeants furent, dès octobre 1917, parmi les ennemis les plus acharnés de la Russie soviétique. La première représentation diplomatique du gouvernement russe issu de la révolution d'Octobre 1917 fut expulsée du territoire de la Confédération helvétique en novembre de l'année suivante. M. le Conseiller fédéral Motta se vanta de ce que cette expulsion ait eu lieu *manu militari*, devant une assemblée de la Société des nations, tenue en septembre 1934. On discutait alors de la candidature de l'U. R. S. S. à l'admission au sein de la S. d. N., candidature proposée et soutenue par la France. Elle fut acceptée malgré l'opposition de la plus « vieille démocratie ». Mais cette dernière eut sa revanche... cinq ans plus tard.

1939... La guerre venait d'éclater. La Russie avait des précautions élémentaires à prendre pour la défense de son territoire. Le gouvernement hitlérien était tout-puissant à Helsingfors. Il avait à son service de hauts officiers de l'armée finlandaise. A Moscou, on dut donc préparer la protection militaire de Léninegrad. Ce fut la guerre russo-finlandaise imposée à la Russie par tous les partisans d'une croisade anticomuniste qui devait faire suite à la « drôle de guerre » engagée à l'ouest de l'Europe. La presse « démocratique » suisse fut dans la jubilation, car la Russie fut alors exclue de la S. d. N. en décembre 1939.

Le Conseiller fédéral Motta devint une sorte de héros national. Lui seul avait vu « juste », disait-on, quand, en 1934, il s'opposait à l'entrée de la Russie dans la Société des nations. Cette organisation internationale venait de donner solennellement raison à la politique d'hostilité systématique conduite par la presse « démocratique » suisse contre le gouvernement soviétique au cours des vingt premières années de son existence.

Ainsi s'excusait internationalement l'assassinat du ministre soviétique Vorovski, perpétré à Lausanne en 1924, à la suite d'une ignominieuse campagne conduite par le *Journal de Genève* et la

*Gazette de Lausanne* contre la Russie et son représentant venu en Suisse pour y participer à une conférence internationale traitant de la question des Détroits. De la sorte se justifiait aussi l'acquiescement de Conradi, l'assassin de Vorovski, acquiescement obtenu à la suite de pressions morales exercées sur le jury par toute la presse bourgeoise de Suisse romande, les deux journaux déjà nommés marchant en tête.

★

CETTE politique extérieure de la « démocratie modèle » suisse n'était que la conséquence d'une politique intérieure ne valant guère mieux. A peine la guerre de 1939-45 avait-elle éclaté que les brimades commencèrent contre l'extrême-gauche ouvrière. Il n'existait pourtant pas le moindre danger de voir cette dernière sortir de la légalité et chercher à profiter des circonstances pour imposer sa loi. Bien au contraire ! Les mots d'ordre furent clairement donnés à la classe travailleuse, aussi bien par le parti communiste que par la gauche socialiste de Genève et de Vaud. Ces partis engageaient les travailleurs suisses à participer à la défense du pays.

Le territoire de la Confédération devait être tenu pied à pied. Plus tard, quand à l'occupation hitlérienne il fut répondu par l'organisation de la résistance dans les pays occupés, la gauche ouvrière suisse, rejetée dans l'illégalité par l'interdiction de ses journaux et de ses deux partis (gauche socialiste et parti communiste), se livra à une active propagande en faveur des Résistants des pays voisins. Cette gauche ouvrière prit également toutes mesures utiles en vue de l'organisation de la résistance à l'intérieur de la Suisse pour le cas où cela deviendrait nécessaire. A cette époque, les risques d'invasion par les armées hitlériennes n'étaient pas exclus.

Mais la plus « vieille démocratie du monde » ne l'entendait pas de cette oreille. Ses dirigeants firent poursuivre les « rebelles »... car c'était être rebelle que de vouloir défendre le pays contre l'avis et les vues de certains dirigeants qui, déjà, parlaient

officiellement (discours du président de la Confédération, Pilet-Golaz, du mois de juin 1940) de l'Europe nouvelle révue à Berlin comme d'un fait accompli.

Les perquisitions, les arrestations, les séquestres et les confiscations marchèrent bon train contre l'extrême-gauche antifasciste aussi longtemps que les armées allemandes remportèrent victoires sur victoires, à l'Ouest, puis à l'Est.

On vit alors la « démocratie modèle » sous son vrai visage. Il n'était pas beau !

★

Les fugitifs d'origine juive furent impitoyablement repoussés à la frontière suisse, d'où ils retombaient entre les mains de leurs tortionnaires nazis. Le Conseiller fédéral von Steiger prononça à ce propos un discours dans lequel il parlait d'un bateau suisse si chargé, que tout nouvel arrivant devait le faire couler. Le haut magistrat suisse von Steiger justifiait ainsi le refoulement des fugitifs, ce refoulement dont il était le grand ordonnateur. Les soldats, prisonniers de guerre évadés, qui parvenaient sur le territoire suisse, étaient traités suivant leur origine. L'accueil le meilleur, les soins les plus dévoués, furent réservés aux Américains. Suivaient les Anglais qui, eux non plus, n'eurent pas à se plaindre.

Mais les vaincus de l'Est et du Sud-Est apprirent en Suisse qu'ils appartenaient à une « race inférieure ». Les Yougoslaves furent divisés en deux catégories. D'un côté, ceux que les officiers suisses, chefs de camps, considéraient comme appartenant au parti de Mikhaïlovitch ; de l'autre, les partisans de Tito. Les premiers bénéficiaient sinon de faveurs, tout au moins de conditions d'internement supportables que les seconds ne connurent jamais. La discipline, raisonnable pour les partisans de Mikhaïlovitch, devenait dure et impitoyable pour les Yougoslaves osant se dire les amis de Tito.

Le camp de Wauwilermoos, au centre de la Suisse, était dirigé par un capitaine rentré d'Allemagne où, bien que citoyen suisse, il n'avait jamais caché sa fervente admiration pour Hitler. Ce capitaine, du nom de Béguin, eut des soldats russes sous son contrôle et sa dépendance quasi absolue. Il les détestait avec une telle conviction que, pour une peccadille (rentrée tardive), il lâcha contre eux des chiens spécialement dressés pour la chasse à l'homme. Les soldats russes se défendirent et étranglèrent deux de ces bêtes. Furieux, le capitaine Béguin ordonna à la garde de « tirer dans le tas » (*sic*). Un soldat russe fut tué, un autre si grièvement touché qu'il restera estropié pour le reste de ses jours. Cinq autres encore furent assez gravement blessés. Cela se passait en février 1944, à l'occasion de l'anniversaire de l'Armée rouge. Malgré la campagne engagée dans la presse clandestine le capitaine Béguin ne fut tout d'abord pas inquiété. Quant à la presse autorisée, elle ne pouvait parler des faits scandaleux et révoltants dont le camp de Wauwilermoos avait été le théâtre, la censure le lui interdisant.

Cependant, après la fin de la guerre, le capitaine

Béguin fut traduit devant un tribunal militaire. L'affaire éclata à la suite d'une plainte déposée pour un délit de... grivèlerie. Ce singulier capitaine « oubliait » en effet de régler ses additions de restaurants et ses notes d'hôtels. L'enquête devait révéler qu'il prélevait sur les envois adressés aux prisonniers dépendant de lui, des sommes d'argent et des victuailles. Il avait également falsifié la comptabilité du camp afin d'augmenter ses revenus. Le tribunal militaire le condamna, pour ces faits, à trois années de prison. Il ne fut pas question, dans le jugement, du forfait accompli par Béguin contre des prisonniers soviétiques !

Ouvrons ici une parenthèse nécessaire pour faire observer que, la Suisse ne se trouvant pas en guerre, le mot « prisonniers » constitue une impropriété de terme. Ces soi-disant « prisonniers » n'étaient en réalité que des internés, c'est-à-dire des combattants évadés des camps allemands et qui, dans l'impossibilité de regagner leur patrie, avaient cherché refuge sur le territoire helvétique. Aux termes des accords internationaux signés par la Suisse, ces « prisonniers » auraient même dû jouir d'une pleine et entière liberté. Celle-ci ne pouvait leur être accordée en raison de difficultés « techniques ». Le gouvernement avait donc décidé de leur internement, un internement qui ressemblait fort à un emprisonnement.

Pour en revenir à Béguin, ajoutons qu'aujourd'hui encore, la presse suisse « bien pensante » considère comme une trahison le fait de parler de ce fameux capitaine et de sa façon bizarre de comprendre son devoir de chef d'un camp de soldats soviétiques évadés d'Allemagne.

La « démocratie modèle » est fort bien vue à la Bourse de New-York. A celle de Londres également. Les avis de ses hommes de confiance ont du poids dans les Conseils financiers où il est question de la remise sur pied du grand capitalisme après les épreuves qu'il eut à subir durant la guerre. Suivant l'illustre exemple de Motta, ils continuent à indiquer le chemin qui est à suivre pour échapper au danger de la poussée des masses populaires.

La « démocratie modèle » fut la première à rompre toutes relations diplomatiques avec l'Espagne républicaine, de 1936 à 1939. Elle sera la dernière à rompre avec Franco, qu'elle ravitaillait en armes tout dernièrement encore. Elle soutient l'économie franquiste par des échanges commerciaux. Ces échanges, elle les maintient, d'abord parce qu'il y a là de l'argent à gagner, ensuite parce qu'il faut savoir s'entraider entre amis.

Mais pourquoi en est-il ainsi dans votre pays ? nous dira-t-on. Que faites-vous pour que cela change ?

La réponse est assez simple. La présente génération de citoyens suisses a vu deux guerres qui, toutes deux, ont enrichi l'économie du pays. Elles n'ont coûté au peuple suisse que des moments de peur. Elles n'ont produit — à quelques exceptions près — que ces frissons de terreur que l'on éprouve, au théâtre, devant un drame bien joué. Les chefs de la démocratie suisse sont les chefs des partis

gouvernementaux, à l'exception d'un seul, celui qui fut interdit jusqu'au milieu de l'année 1945, le Parti suisse du Travail. Ce dernier n'est, en effet, pas même représenté au Parlement, les dernières élections ayant eu lieu en octobre 1943. Les prochaines sont fixées au mois d'octobre de l'année courante.

Nous venons de dire que tous les partis politiques sont représentés au sein du gouvernement, à l'exception du Parti suisse du Travail. Ce n'est pas tout à fait exact. Le parti d'extrême-droite conservatrice dont la *Gazette de Lausanne* et le *Journal de Genève* en Suisse romande, les *Basler Nachrichten* en Suisse allemande, sont les organes, n'est pas directement représenté au Conseil fédéral, mais ce n'en est pas moins le parti gouvernemental le plus influent. En fait, il gouverne le pays et les membres du Conseil fédéral lui obéissent et le craignent davantage que leurs partis respectifs.

Tous les partis politiques suisses gouvernementaux sont solidement entre les mains de quelques chefs, membres des gouvernements cantonaux et des Conseils d'administration d'établissements financiers, de grandes compagnies d'assurances et de grosses firmes industrielles. Ce sont des oligarques dispensant autour d'eux fonctions publiques, postes les mieux rétribués dans les entreprises privées, prébendes, sinécures et honneurs. Malheur à ceux qui osent leur résister ! Leur compte sera vite réglé. Si c'est en temps de guerre ou de troubles politiques, ils seront perquisitionnés, arrêtés et jugés. Si les temps sont relativement calmes, ils connaîtront les campagnes de presse mensongères et haïneuses, savamment orchestrées, leur rendant toute activité politique difficile, sinon impossible. C'est dans ces conditions que travaille actuellement la seule opposition politique digne de ce nom, celle représentée par le Parti suisse du Travail, né de la fusion de la gauche socialiste avec le parti communiste.

LE rédacteur d'un journal romand de politique bourgeoise gouvernementale se plaignait dernièrement du désintéressement des citoyens suisses pour la marche des affaires publiques. Ils s'occupent — disait-il — de leurs intérêts personnels, ceux de l'Etat les laissent indifférents. Ces observations sont assez justifiées.

Il en va tout autrement chez les démocraties nouvelles nées de la guerre. En France, en Italie et en Belgique également, le peuple sait aussi prouver que la politique ne le laisse point indifférent.

Mais, nous dit-on, ces pays ont passé par la guerre. Ils ont payé cher la liberté et la démocratie dont ils bénéficient aujourd'hui. Ils en connaissent le prix, ils y tiennent et ils s'en occupent ! C'est très vrai. Cependant, croit-on que la démocratie suisse soit sortie si indemne de la guerre qu'il ne lui reste plus qu'à chanter ses propres louanges ?

Les démocraties de l'Est et, dans une moindre mesure, les démocraties de France, de Belgique et d'Italie, ont fait leur épuration. Rien de semblable chez nous, en Suisse. Les magistrats qui, au mépris des plus élémentaires principes démocratiques,

ont interdit des partis et des journaux et confisqué des biens appartenant à des organisations de politique ouvrière, sont encore en place. Il n'y eut pas le moindre commencement d'épuration politique dans notre pays. C'est là l'une des principales raisons du malaise dont souffre la démocratie helvétique.

Nous avons encore, pour nous gouverner, les politiciens et les chefs de partis, véritables oligarques, qui, durant la guerre, recevaient les Kocher, ministre de Hitler à Berne, les Puhl, de la Banque du III<sup>e</sup> Reich, et tous les grands chefs de l'espionnage nazi en Suisse. Ces dirigeants de la politique suisse connaissaient quatre mois d'avance — et en échange de quoi ? — les opérations guerrières qu'allaient entreprendre les chefs de la Wehrmacht. Ils organisaient leur politique en conséquence et prenaient les mesures administratives et policières qui devaient leur permettre de se présenter aux envahisseurs éventuels comme de fidèles serviteurs de l'Europe nouvelle à la mode de Goebbels. Ces hommes-là sont encore en place. Ils protègent chez nous des criminels de guerre notoires et leurs complaisances à ce propos font contraste avec leur dureté du temps de guerre à l'égard des fugitifs cherchant à échapper aux tortionnaires fascisto-hitlériens.

La « démocratie » suisse a la honte maintenant de voir des étrangers s'occuper de son ménage où elle n'est plus capable d'entretenir la plus élémentaire propreté.

AUSSE le ciel de la grande bourgeoisie capitaliste suisse actuellement au pouvoir commence à s'assombrir. Le certificat qu'elle exhibe encore et qui lui confère la qualité de « démocratie modèle » est mis en doute. On en conteste la validité dans les chancelleries des pays de l'est et du sud-est de l'Europe. Des histoires d'or, de provenance plus que douteuse, serré dans les coffres des établissements bancaires de Suisse, circulent un peu partout. Les démentis du Palais fédéral ne recueillent plus que d'incrédulés sourires. Les choses vont si loin que l'on parle maintenant d'une crise de régime.

Le peuple suisse lui-même s'inquiète. Il ne nourrit plus la foi aveugle de naguère à l'égard de ses dirigeants. Il a vu trop de contradictions entre leurs actes et leurs paroles. Il se détourne des chefs des partis gouvernementaux et l'on parle, dans les cités industrielles, comme dans les centres ruraux, d'un regroupement populaire capable de donner son plein sens à la démocratie. Le mot nationalisation, lorsqu'il s'agit des banques, des compagnies d'assurances et des richesses naturelles du pays, n'effraie plus autant qu'autrefois. Sous l'effet des grands bouleversements d'après-guerre, la classe travailleuse secoue sa torpeur. C'est une démocratie nouvelle, économique et sociale, qui aspire à sortir de ses langes. Déjà l'on entend ses premiers balbutiements. Ils sont assez forts pour effrayer tous les profiteurs de la « démocratie capitaliste modèle » qui traîne son existence dans les scandales de l'or ramassé sur les charniers de l'hitlérisme et du fascisme.